

Délibération n° 22-2-1

POINT N° 1 DE L'ORDRE DU JOUR

AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAITRISE DE L'ENERGIE

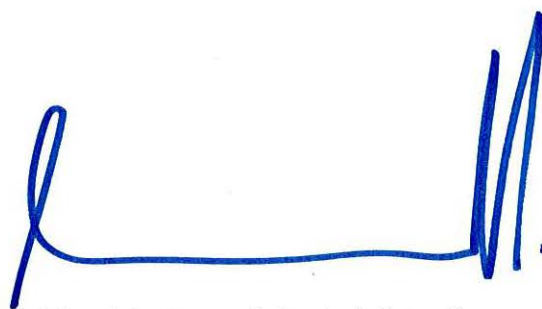
CONSEIL D'ADMINISTRATION

SEANCE DU 15 MARS 2022

APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU 2 DECEMBRE 2021

Après avoir délibéré, le Conseil d'administration approuve le procès-verbal de la réunion du 2 décembre 2021, tels que présentés au point n° 1 de l'ordre du jour sous réserve des modifications apportées en séance.

Fait et délibéré à Angers, le 15 mars 2022

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large loop on the left, a horizontal line in the middle, and a tall, narrow vertical stroke on the right.

Le Président du Conseil d'administration

Arnaud LEROY

Délibération n° 22-2-2

POINT N° 3 DE L'ORDRE DU JOUR

AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAITRISE DE L'ENERGIE

CONSEIL D'ADMINISTRATION

SEANCE DU 15 MARS 2022

**Approbation du Compte financier 2021, du rapport de gestion et de performance
2021 et rapport du commissaire aux comptes**

Le Conseil d'administration de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie,

Vu les articles L. 131-3 à L. 131-7 et R. 131-1 à R. 131-26 du code de l'environnement relatifs à l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie,

Vu les articles 202 et 210 à 214 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu l'arrêté du 7 août 2015 modifié relatif aux règles budgétaires des organismes,

Vu les documents constitutifs du compte financier 2021, et après avoir entendu l'agent comptable,

Vu le document intitulé « Rapport de gestion et de performance 2021 »,

Après en avoir délibéré :

Article 1 :

Le Conseil d'Administration arrête les éléments d'exécution budgétaires suivants :

- 866,8 ETPT sous plafond et 247,7 ETPT hors plafond législatif
- 1 298 403 296 € d'autorisations d'engagement dont :
 - o 83 251 874 € en personnel
 - o 1 190 602 634 € en fonctionnement
 - o 24 548 789 € en investissement
- 656 299 935 € de crédits de paiement dont :
 - o 83 253 161 € en personnel

- 553 481 723 € en fonctionnement
- 19 565 051 € en investissement
- 691 637 436 € de recettes
- 35 337 502 € de solde budgétaire

Article 2 :

Le Conseil d'administration arrête les éléments d'exécution comptable suivants :

- 270 744 433 € de variation de trésorerie
- 36 096 922 € de résultat patrimonial
- 51 142 709 € de capacité d'autofinancement
- 25 228 044 € de variation de fonds de roulement

Article 3 :

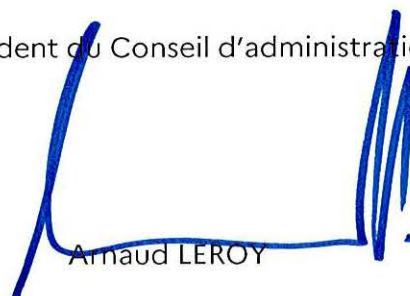
Le Conseil d'administration décide d'affecter le résultat comme proposé dans le tableau ci-dessous :

	Situation au 31/12/2021 avant affectation du résultat	Affectation	Situation au 31/12/2021 après affectation
10682 Réserve fonds démonstrateurs	8 833 713,68 €	-283 174,92 €	8 550 538,76 €
110 Report à nouveau créditeur	250 898 109,41 €	36 380 097,40 €	287 278 206,81 €
120 Résultat		36 096 922,48 €	
Total	259 731 823,09 €		295 828 745,57 €

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier, le compte de résultat, le bilan et l'annexe sont joints à la présente délibération.

Fait et délibéré à Angers, le 15 mars 2022

Le Président du Conseil d'administration



Arnaud LEROY

TABEAU 1
Autorisations d'emplois

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des autorisations d'emplois - Budget rectificatif 2021	Sous plafond LFI (a)	Hors plafond LFI (b)	Plafond organisme (= a + b)
Autorisation d'emplois rémunérés par l'organisme en ETPT	867	251	1118

Rappel du plafond d'emplois notifié par le responsable de programme en ETPT (c) :

867

Tableau des autorisations d'emplois - Réalisé 2021	Sous plafond LFI (a)	Hors plafond LFI (b)	Plafond organisme (= a + b)
Autorisation d'emplois rémunérés par l'organisme en ETPT	866,8	247,7	1114,5

Rappel du plafond d'emplois notifié par le responsable de programme en ETPT (c) :

867

NB: Pour les opérateurs de l'Etat, l'autorisation d'emplois sous plafond LFI (a) doit être inférieure ou égale au plafond notifié par le responsable du programme chef de file du budget général de l'Etat (c).

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Pour information : tableau détaillé des emplois rémunérés par l'organisme (décomptant dans le plafond des autorisations d'emplois de l'organisme) et des autres dépenses de personnel

	EMPLOIS SOUS PLAFOND LFI		EMPLOIS HORS PLAFOND LFI		PLAFOND ORGANISME	
	ETPT	Dépenses de personnel *	ETPT	Dépenses de personnel *	ETPT	Dépenses de personnel *
TOTAL DE SEMPLOIS REMUNERES PAR L'ORGANISME ET DES AUTRES DEPENSES DE PERSONNEL (1 + 2 + 3 + 4)	866,8	71 579 161	247,7	11 674 000	1114,5	83 253 161
1 - TITULAIRES	16,3	2 694 606			16,3	2 694 606
* Titulaires État	16,3	2 694 606			16,3	2 694 606
* Titulaires organisme (corps propre)					0	-
2 - CONTRACTUELS	850,5	68 884 555	247,7	11 674 000	1098,2	80 558 555
* Contractuels de droit public	0	-	0	-	0	-
δ CDI					0	-
δ CDD					0	-
Titulaires détachés sur contrat auprès de l'organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme)					0	-
* Contractuels de droit privé	850,5	68 884 555	247,7	11 674 000	1098,2	80 558 555
δ CDI	812,5	66 453 411			812,5	66 453 411
δ CDD	38	2 431 144	247,7	11 674 000	285,7	14 105 144
3 - CONTRATS AIDES			0	-	0	-
4 - AUTRES DEPENSES DE PERSONNEL (autres agents rémunérés à l'acte, à la tâche, prestations sociales, allocations diverses, impôts et taxes associés...)						-

* Dépenses de personnel relevant de l'enveloppe de dépenses de personnel du budget de l'organisme (en AE=CP). Le total des dépenses de personnel mentionné dans le tableau ci-dessus doit être égal au montant total des dépenses de personnel figurant dans le tableau des autorisations budgétaires. Par ailleurs, le total des emplois doit être égal au plafond d'autorisation d'emplois voté par l'organe délibérant (figurant ci-dessus pour vote).

Pour information : tableau détaillé des emplois rémunérés par l'organisme et décomptant le plafond des autorisations d'emplois de l'organisme mais en fonction dans une autre entité (mises à disposition sortantes - ETPT et dépenses de personnel inclus dans le précédent tableau)

EMPLOIS EN FONCTION DANS UNE AUTRE ENTITE, REMUNERES PAR L'ORGANISME ET DECOMPTEES DANS SON PLAFOND D'AUTORISATION D'EMPLOIS :		
	ETPT **	Dépenses de personnel **
EMPLOIS REMUNERES PAR L'ORGANISME (5 + 6)	0	0
5 - EMPLOIS REMBOURSES A L'ORGANISME		
6 - EMPLOIS NON REMBOURSES A L'ORGANISME		

** Nombre d'emplois en ETPT décomptés dans le plafond d'autorisation d'emplois de l'organisme soumis au vote de l'organe délibérant et dépenses afférentes relevant de l'enveloppe de personnel du budget de l'organisme.

Pour information : tableau détaillé des emplois rémunérés par d'autres personnes morales et ne décomptant pas dans le plafond des autorisations d'emplois de l'organisme (mise à disposition entrantes)

EMPLOIS EN FONCTION DANS L'ORGANISME NON REMUNERES PAR LUI ET NON DECOMPTEES DANS SON PLAFOND D'AUTORISATION D'EMPLOIS :		
	ETPT ***	Dépenses de fonctionnement ***
EMPLOIS REMUNERES PAR D'AUTRES PERSONNES MORALES (7 + 8)	20,4	1 676 495
7 - EMPLOIS REMBOURSES PAR L'ORGANISME	19,4	1 676 495
8 - EMPLOIS NON REMBOURSES PAR L'ORGANISME	1	-

*** Nombre d'emplois en ETPT non décomptés dans le plafond d'autorisation d'emplois de l'organisme soumis au vote de l'organe délibérant et dépenses afférentes relevant de l'enveloppe de fonctionnement du budget de l'organisme.

TABLEAU 2 - Autorisations budgétaires

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

BUDGET CONSOLIDÉ

DEPENSES	Budget initial 2021		Budget rectificatif n°2 pour 2021 voté au CA du 14/10/2021		Réalisé 2021		Budget initial 2021	Budget rectificatif n°2 pour 2021 voté au CA du 14/10/2021	Réalisé 2021	RECETTES
	AE	CP	AE	CP	AE	CP				
Personnel	83 226 500	83 226 500	83 745 261	83 745 261	83 251 874	83 253 161	653 889 691	554 022 740	553 820 924	Recettes globalisées
<i>dont contributions CAS Pension</i>	<i>500 000</i>	<i>500 000</i>	<i>526 000</i>	<i>526 000</i>	<i>524 126</i>	<i>524 126</i>	626 143 023	528 984 916	525 940 582	Subvention pour charges de service public
							208 000	3 658 236	3 397 333	Autres financements de l'Etat
										Fiscalité affectée
							2 086 870	2 286 870	2 376 105	Autres financements publics
Fonctionnement	1 161 118 236	663 605 639	1 245 574 349	670 047 074	1 190 602 634	553 481 723	25 451 798	19 092 719	22 106 904	Recettes propres
<i>dont Intervention</i>	<i>1 025 559 830</i>	<i>540 987 443</i>	<i>1 102 867 915</i>	<i>540 907 443</i>	<i>1 059 229 132</i>	<i>451 274 728</i>				
<i>dont Fonctionnement (hors intervention)</i>	<i>135 558 406</i>	<i>122 618 197</i>	<i>142 706 434</i>	<i>129 139 631</i>	<i>131 373 501</i>	<i>102 206 995</i>				
							18 193 349	134 493 349	137 816 513	Recettes fléchées*
								116 300 000	116 300 000	Financements de l'Etat fléchés
							1 139 625	1 139 625		Autres financements publics fléchés
Investissement	20 058 759	20 369 470	26 770 244	21 569 706	24 548 789	19 565 051	17 053 724	17 053 724	21 516 513	Recettes propres fléchées
TOTAL DES DEPENSES AE (A) CP (B)	1 264 403 495	767 201 609	1 356 089 854	775 362 041	1 298 403 296	656 299 935	672 083 040	688 516 089	691 637 436	TOTAL DES RECETTES (C)
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)						35 337 502	95 118 570	86 845 951		SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)

(*) Montant issu du tableau 8 "Opérations sur recettes fléchées"

TABLEAU 4 - Equilibre financier

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

BUDGET CONSOLIDÉ

BESOINS	Budget initial 2021	Budget rectificatif n°2 pour 2021 voté au CA du 14/10/2021	Réalisé 2021	Budget initial 2021	Budget rectificatif n°2 pour 2021 voté au CA du 14/10/2021	Réalisé 2021	RECETTES
Solde budgétaire du budget principal (déficit) (D2)*	94 638 903	82 887 205				42 123 045	Solde budgétaire du budget principal (excédent) (D1)*
Solde budgétaire du budget annexe (déficit) (D2)*	479 667	3 958 746	6 785 543				Solde budgétaire du budget annexe (excédent) (D1)*
Remboursements d'emprunts (capital)							Remboursements d'emprunts (capital)
Nouveaux prêts (capital)	20 080 000	2 080 000	704 484	80 000	80 000	55 545	Nouveaux prêts (capital)
Dépôts et cautionnements (b1)							Dépôts et cautionnements (b2)
Opérations au nom et pour le compte des IA (c1)**	221 960 000	221 960 000	260 359 983	288 285 502	353 285 502	453 676 487	Opérations au nom et pour le compte des IA (c2)**
Opérations au nom et pour le compte du FDI (c1)**		73 575 952	41 985 093		76 852 316	83 677 644	Opérations au nom et pour le compte du FDI (c2)**
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)**	633 201	633 201	889 824	633 201	633 201	3 489 863	Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)**
Autres décaissements sur comptes de tiers (e1)			5 239 609			3 686 385	Autres encaissements sur comptes de tiers (e2)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2*(b1)+(c1)+(e1)	337 791 771	385 095 105	315 964 537	288 998 703	430 851 019	586 708 969	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)
ABONDEMENT de la trésorerie (I)= (2) - (1)		45 755 914	270 744 433	48 793 068			PRELEVEMENT de la trésorerie (II)=(1) - (2)
dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)***	722 866	39 360 261	83 656 499				dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)***
dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)				115 841 435	124 929 848	6 228 570	dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)
dont Abondement de la trésorerie Investissements d'Avenir	66 325 502	131 325 502	193 316 504				dont Prélèvement sur la trésorerie Investissements d'Avenir
TOTAL DES BESOINS (1) + (I)	337 791 771	430 851 019	586 708 969	337 791 771	430 851 019	586 708 969	TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)

(*) Montant issu du tableau 2 "Autorisations budgétaires"

(**) Montants issus du tableau 5 "Opérations pour compte de tiers"

(***) Montant issu du tableau 8 "Opérations sur recettes fléchées"

Délibération n° 22-2-3

POINT N° 4 DE L'ORDRE DU JOUR

AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAITRISE DE L'ENERGIE

CONSEIL D'ADMINISTRATION

SEANCE DU 15 MARS 2022

RAPPORT D'ACTIVITE ET DEVELOPPEMENT DURABLE 2021

Le Conseil d'administration de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie,

Vu les articles L. 131-3 à L. 131-7 et R. 131-1 à R. 131-26 du code de l'environnement, relatifs à l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie,

Vu le document intitulé « Rapport d'activité et développement durable 2021 » dont l'examen était prévu au point n°4 de l'ordre du jour,

Après en avoir délibéré :

Approuve le « Rapport d'activité et développement durable 2021 » tel qu'il lui a été soumis sous réserve des mises au point qui résulteraient des remarques des administrateurs.

Fait et délibéré à Angers, le 15 mars 2022

Le Président du Conseil d'administration



Arnaud LEROY

Délibération n° 22-2-4

POINT N° 6 DE L'ORDRE DU JOUR

AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAÎTRISE DE L'ENERGIE

CONSEIL D'ADMINISTRATION

SEANCE DU 15 MARS 2022

BUDGET RECTIFICATIF N°1 DE 2022

Le Conseil d'administration de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie,

Vu les articles L. 131-3 à L. 131-7 et R. 131-1 à R. 131-26 du code de l'environnement, relatifs à l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie,

Vu les articles 175, 176 et 177 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu l'arrêté du 7 août 2015 modifié relatif aux règles budgétaires des organismes,

Vu le document intitulé « Budget Rectificatif N°1 pour l'année 2022 » de l'ADEME dont l'examen figurait au point n°6 de l'ordre du jour,

Après en avoir délibéré :

Article 1 :

Le Conseil d'Administration vote les autorisations budgétaires suivantes :

- 1176 ETPT dont 918 ETPT sous plafond et 258 ETPT hors plafond d'emplois législatif
- 1 370 451 012 € d'autorisations d'engagement dont :
 - o 88 990 251 € en personnel
 - o 1 236 250 070 € en fonctionnement
 - o 45 210 692 € en investissement
- 895 317 981 € de crédits de paiement dont :
 - o 88 990 251 € en personnel
 - o 771 322 813 € en fonctionnement
 - o 35 004 918 € en investissement

- 839 095 490 € de prévisions de recettes
- - 56 222 491€ de solde budgétaire

Article 2:

Le Conseil d'administration vote les prévisions comptables suivantes :

- 34 553 126 € de variation de trésorerie
- - 27 355 899 € de résultat patrimonial
- - 19 665 468 € de capacité d'autofinancement
- - 60 191 329 € de variation de fonds de roulement

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier et de la situation patrimoniale sont annexés à la présente délibération.

Fait et délibéré à Angers, le 15 mars 2022

Le Président du Conseil d'administration



Arnaud LEROY

TABEAU 1
Autorisations d'emplois

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des autorisations d'emplois

	Sous plafond LFI (a)	Hors plafond LFI (b)	Plafond organisme (= a + b)
Autorisation d'emplois rémunérés par l'organisme en ETPT	918	258	1176
Rappel du plafond d'emplois notifié par le responsable de programme en ETPT (c) :	876		

NB: Pour les opérateurs de l'Etat, l'autorisation d'emplois sous plafond LFI (a) doit être inférieure ou égale au plafond notifié par le responsable du programme chef de file du budget général de l'Etat (c).

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Pour information : tableau détaillé des emplois rémunérés par l'organisme (décomptant dans le plafond des autorisations d'emplois de l'organisme) et des autres dépenses de personnel

	EMPLOIS SOUS PLAFOND LFI		EMPLOIS HORS PLAFOND LFI		PLAFOND ORGANISME	
	ETPT	Dépenses de personnel *	ETPT	Dépenses de personnel *	ETPT	Dépenses de personnel *
TOTAL DES EMPLOIS RÉMUNÉRÉS PAR L'ORGANISME ET DES AUTRES DÉPENSES DE PERSONNEL (1 + 2 + 3 + 4)	918	77 470 251	258	11 520 000	1176	88 990 251
1 - TITULAIRES	15	2 250 000			15	2 250 000
* Titulaires État	15	2 250 000			15	2 250 000
* Titulaires organisme (corps propre)	0	-			0	-
2 - CONTRACTUELS	903	75 220 251	258	11 520 000	1161	86 740 251
* Contractuels de droit public	0	-	0	-	0	-
o CDI	0	-			0	-
o CDD	0	-	0	-	0	-
. Titulaires détachés sur contrat auprès de l'organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme)	0	-	0	-	0	-
* Contractuels de droit privé	903	75 220 251	258	11 520 000	1161	86 740 251
o CDI	870	51 090 251			870	51 090 251
o CDD	33	24 130 000	258	11 520 000	291	35 650 000
3 - CONTRATS AIDES			0	-	0	-
4 - AUTRES DÉPENSES DE PERSONNEL (autres agents rémunérés à l'acte, à la tâche, prestations sociales, allocations diverses, impôts et taxes associés...)						-

* Dépenses de personnel relevant de l'enveloppe de dépenses de personnel du budget de l'organisme (en AE=CP). Le total des dépenses de personnel mentionné dans le tableau ci-dessus doit être égal au montant total des dépenses de personnel figurant dans le tableau des autorisations budgétaires. Par ailleurs, le total des emplois doit être égal au plafond d'autorisation d'emplois voté par l'organe délibérant (figurant ci-dessus pour vote).

Pour information : tableau détaillé des emplois rémunérés par l'organisme et décomptant le plafond des autorisations d'emplois de l'organisme mais en fonction dans une autre entité (mises à disposition sortantes - ETPT et dépenses de personnel inclus dans le précédent tableau)

EMPLOIS EN FONCTION DANS UNE AUTRE ENTITÉ, RÉMUNÉRÉS PAR L'ORGANISME ET DÉCOMPTÉS DANS SON PLAFOND D'AUTORISATION D'EMPLOIS :		
	ETPT **	Dépenses de personnel **
EMPLOIS RÉMUNÉRÉS PAR L'ORGANISME (5 + 6)	0	0
5 - EMPLOIS REMBOURSES À L'ORGANISME	0	0
6 - EMPLOIS NON REMBOURSES À L'ORGANISME	0	0

** Nombre d'emplois en ETPT décomptés dans le plafond d'autorisation d'emplois de l'organisme soumis au vote de l'organe délibérant et dépenses afférentes relevant de l'enveloppe de personnel du budget de l'organisme.

Pour information : tableau détaillé des emplois rémunérés par d'autres personnes morales et ne décomptant pas dans le plafond des autorisations d'emplois de l'organisme (mise à disposition entrantes)

EMPLOIS EN FONCTION DANS L'ORGANISME NON RÉMUNÉRÉS PAR LUI ET NON DÉCOMPTÉS DANS SON PLAFOND D'AUTORISATION D'EMPLOIS :		
	ETPT ***	Dépenses de fonctionnement ***
EMPLOIS RÉMUNÉRÉS PAR D'AUTRES PERSONNES MORALES (7 + 8)	18,4	2 000 000
7 - EMPLOIS REMBOURSES PAR L'ORGANISME	18,4	2 000 000
8 - EMPLOIS NON REMBOURSES PAR L'ORGANISME	0	-

*** Nombre d'emplois en ETPT non décomptés dans le plafond d'autorisation d'emplois de l'organisme soumis au vote de l'organe délibérant et dépenses afférentes relevant de l'enveloppe de fonctionnement du budget de l'organisme.

TABLEAU 2 - Autorisations budgétaires

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

BUDGET CONSOLIDÉ

DEPENSES	Budget initial 2022		Budget rectificatif 2022 voté au CA du 15/03/2022		var. BR1 2022 / BI 2022		RECETTES
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
Personnel	86 008 120	86 008 120	88 990 251	88 990 251	+2 982 131	+2 982 131	Recettes globalisées Subvention pour charges de service public Autres financements de l'Etat Fiscalité affectée Autres financements publics Recettes propres
<i>dont contributions CAS Pension</i>							
Fonctionnement	1 159 499 768	770 234 899	1 236 250 070	771 322 813	+76 750 302	+1 087 914	
<i>dont Intervention</i>	1 037 636 995	656 139 088	1 109 976 463	656 139 088	+72 339 468		
<i>dont Fonctionnement (hors intervention)</i>	121 862 773	114 095 811	126 273 606	115 183 725	+4 410 833	+1 087 914	Recettes fléchées* Financements de l'Etat fléchés Autres financements publics fléchés Recettes propres fléchées
Investissement	42 210 692	32 004 918	45 210 692	35 004 918	+3 000 000	+3 000 000	
TOTAL DES DEPENSES AE (A) CP (B)	1 287 718 580	888 247 936	1 370 451 012	895 317 981	+82 732 433	+7 070 045	
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)							
	607 780 522	610 800 812					Recettes globalisées Subvention pour charges de service public Autres financements de l'Etat Fiscalité affectée Autres financements publics Recettes propres
	576 952 209	576 952 209					
	3 237 882	3 237 882					
	1 566 399	1 566 399					
	26 024 032	29 044 322					Recettes fléchées* Financements de l'Etat fléchés Autres financements publics fléchés Recettes propres fléchées
	228 294 678	228 294 678					
	213 800 000	213 800 000					
	488 375	488 375					
	14 006 303	14 006 303					TOTAL DES RECETTES (C)
	836 075 200	839 095 490					
	52 172 736	56 222 491					SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)

(*) Montant issu du tableau 8 "Opérations sur recettes fléchées"

TABLEAU 4 - Equilibre financier

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

BUDGET CONSOLIDÉ

BESOINS	Budget initial 2022	Budget rectificatif 2022 voté au CA du 15/03/2022	var. BR1 2022 / BI 2022	Budget initial 2022	Budget rectificatif 2022 voté au CA du 15/03/2022	var. BR1 2022 / BI 2022	RECETTES
Solde budgétaire du budget principal (déficit) (D2)* Solde budgétaire du budget annexe (déficit) (D2)*	50 828 381 1 344 355	54 898 426 1 324 065	+4 070 045 -20 290				Solde budgétaire du budget principal (excédent) (D1)* Solde budgétaire du budget annexe (excédent) (D1)*
Remboursements d'emprunts (capital) Nouveaux prêts (capital) Dépôts et cautionnements (b1)	2 280 000	2 280 000		80 000	80 000		Remboursements d'emprunts (capital) Nouveaux prêts (capital) Dépôts et cautionnements (b2)
Opérations au nom et pour le compte des IA (c1)**	317 000 000	317 000 000		409 975 617	409 975 617		Opérations au nom et pour le compte des IA (c2)**
Opérations au nom et pour le compte du FDI (c1)**	86 141 907	86 141 907		86 141 907	86 141 907		Opérations au nom et pour le compte du FDI (c2)**
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)**	2 195 255	2 195 255		2 195 255	2 195 255		Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)**
Autres décaissements sur comptes de tiers (e1)							Autres encaissements sur comptes de tiers (e2)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1)	459 789 898	463 839 653	+4 049 755	498 392 779	498 392 779		Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)
ABONDEMENT de la trésorerie (I)= (2) - (1)	38 602 881	34 553 126	-4 049 755				PRELEVEMENT de la trésorerie (II)=(1) - (2)
dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)***	17 144 882	17 800 442					dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)***
dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)				71 517 618	76 222 933	+4 705 315	dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)
dont Abondement de la trésorerie Investissements d'Avenir	92 975 617	92 975 617					dont Prélèvement sur la trésorerie Investissements d'Avenir
TOTAL DES BESOINS (1) + (I)	498 392 779	498 392 779		498 392 779	498 392 779		TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)

(*) Montant issu du tableau 2 "Autorisations budgétaires"

(**) Montants issus du tableau 5 "Opérations pour compte de tiers"

(***) Montant issu du tableau 8 "Opérations sur recettes fléchées"

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

TABLEAU 6 - Situation patrimoniale - Budget consolidé

Compte de résultat

CHARGES	Budget initial 2022	Budget rectificatif 2022 voté au CA du 15/03/2022	var. BR1 2022 / BI 2022	PRODUITS	Budget initial 2022	Budget rectificatif 2022 voté au CA du 15/03/2022	var. BR1 2022 / BI 2022
PERSONNEL :	77 300 755	79 967 310	+2 666 555	SUBVENTIONS DE L'ETAT (Comptes 7411) :	791 652 209	791 652 209	
				dont Subventions pour charges de service public :	576 952 209	576 952 209	
				dont Autres subventions de l'Etat :	214 700 000	214 700 000	
FONCTIONNEMENT :	783 475 751	784 879 241	+1 403 490	AUTRES SUBVENTIONS (Comptes 74 hors 7411) :	26 961 311	20 461 311	-6 500 000
dont fonctionnement hors amortissements :	122 803 176	124 206 666	+1 403 490				
dont aides et subventions (Comptes 657) :	652 813 144	652 813 144		AUTRES PRODUITS :	18 877 132	25 377 132	+6 500 000
dont charges calculées (Amortissements et provisions) :	7 859 431	7 859 431		dont ventes de marchandises, produits et services (Comptes 70) :	12 872 132	12 872 132	
				dont autres recettes (Comptes 75 hors 757, 76) :	6 005 000	12 505 000	+6 500 000
				dont QP reprise au rés. financ. rattachés à des actifs (Comptes 7813) :	0	0	
				dont reprises sur amortissements et provisions (Comptes 78) :	0	0	
TOTAL DES CHARGES (1) :	860 776 506	864 846 551	+4 070 045	TOTAL DES PRODUITS (2) :	837 490 652	837 490 652	
RESULTAT : Bénéfice (3) = (2) - (1)	0	0		RESULTAT : Perte (4) = (1) - (2)	23 285 854	27 355 899	+4 070 045
TOTAL EQUILIBRE (1) + (3) = (2) + (4)	860 776 506	864 846 551	+4 070 045	TOTAL EQUILIBRE (1) + (3) = (2) + (4)	860 776 506	864 846 551	+4 070 045

Calcul de la capacité d'autofinancement

Résultat prévisionnel de l'exercice (3) ou (4)	-23 285 854	-27 355 899	-4 070 045
+ dotations aux amortissements et provisions (68)	7 859 431	7 859 431	
- reprise sur dotations (78)	0	0	
+ charges non décaissables (65x)			
- quote-part des subv. d'investiss. virée au compte de résultat (7813)	-119 000	-119 000	
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés (65x)	0	0	
- produits de cession d'éléments d'actifs (75x)	-50 000	-50 000	
= CAF ou IAF	-15 595 423	-19 665 468	-4 070 045

Etat de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS				RESSOURCES			
INSUFFISANCE D'AUTOFINANCEMENT :	15 595 423	19 665 468	+4 070 045	CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT :	0	0	
INVESTISSEMENTS :	37 610 861	40 610 861	+3 000 000	Financement de l'actif par l'Etat ou tiers autres que l'Etat (10 et 13) :	0	0	
dont Immobilisations corporelles et incorporelles (20/21/23) :	32 004 918	35 004 918	+3 000 000	Titres et participations	0	0	
dont Titres et participations (26) :	2 200 000	2 200 000		Autres ressources (hors opérations d'ordres intégrées à la CAF) :	80 000	80 000	
dont Aides remboursables (2748) :	3 325 944	3 325 944		Produits de cession d'éléments d'actifs (75x)	5 000	5 000	
dont Prêts, dépôts et titres de participations (16/26/27) :	80 000	80 000		Remboursements d'avances remboursables (27)	0	0	
PRELEVEMENT SUR LE FONDS DE ROULEMENT :	0	0		TOTAL DES RESSOURCES (6)	85 000	85 000	
TOTAL DES EMPLOIS (5)	53 206 284	60 276 329	+7 070 045	PRELEVEMENT SUR LE FONDS DE ROULEMENT (8) = (5) - (6)	53 121 284	60 191 329	+7 070 045
APPORT AU FONDS DE ROULEMENT (7) = (6) - (5)	0	0					

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

Variation du FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT	-53 121 284	-60 191 329	-7 070 045
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FR - TRESORERIE)	-91 724 165	-94 744 455	-3 020 290
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)	38 602 881	34 553 126	-4 049 755
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	86 600 483	196 274 400	+109 673 917
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-1 685 701 288	-1 796 966 135	-111 264 847
Niveau de la TRESORERIE	1 772 301 771	1 993 240 535	+220 938 764

Délibération n° 22-2-5

POINT N° 7 DE L'ORDRE DU JOUR

AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAITRISE DE L'ENERGIE

CONSEIL D'ADMINISTRATION

SEANCE DU 15 MARS 2022

Avenant aux deux marchés

SYDEREP Tierce Maintenance Applicative et Refonte (MOE – SCALIAN) et Assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO – ALTRAN)

Le Conseil d'administration de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie,

Vu les articles L. 131-3 à L. 131-7 et R. 131-1 à R. 131-26 du Code de l'environnement, relatifs à l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie,

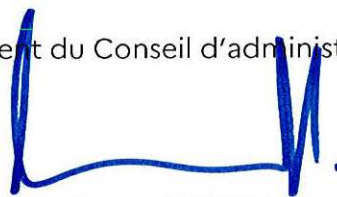
Vu le document intitulé « Avenant aux deux marchés SYDEREP Tierce Maintenance Applicative et Refonte (MOE – SCALIAN) et Assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO – ALTRAN) » documents dont l'examen était prévu au point n° 7 de l'ordre du jour,

Après en avoir délibéré :

- Approuve les termes et dispositions de l'avenant aux deux marchés « SYDEREP Tierce Maintenance Applicative et Refonte (MOE-SCALIAN) » et « Assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO-ALTRAN) » sous réserve des modifications apportées en séance,
- Donne mandat en conséquence au Président pour signer l'avenant susvisé.

Fait et délibéré à Angers, le 15 mars 2022

Le Président du Conseil d'administration



Arnaud LEROY

Délibération n° 22-2-6

POINT N° 8 DE L'ORDRE DU JOUR

**AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAITRISE DE L'ENERGIE
CONSEIL D'ADMINISTRATION
SEANCE DU 15 MARS 2022**

**CHANGEMENT DE MEMBRE
DE LA COMPOSITION DE LA COMMISSION NATIONALE DES AIDES
CLIMAT - AIR - ENERGIE**

Le Conseil d'administration de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie,

Vu les articles L. 131-3 à L. 131-7 et R. 131-1 à R. 131-26 du code de l'environnement, relatifs à l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie,

Vu la délibération n° 20-3-3 du 4 juin 2020 relative au fonctionnement des Commissions Nationales des Aides et renouvellement des membres,

Vu le document intitulé « Changement de membre de la composition de la Commission Nationale des Aides Climat Air Energie », dont l'examen était prévu au point n° 8 de l'ordre du jour,

Après en avoir délibéré :

Approuve la modification des représentants de la personnalité qualifiée suivante pour la commission nationale des aides « CLIMAT AIR ENERGIE » (titulaires en caractères gras, suppléants en caractères maigres) :

Noms	Organisme	Nom développé de l'organisme
Annabelle FERRY Jean-Christophe VILLEMAUD	CEREMA	Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement
Jean-Louis BAL <i>Valérie WEBER HADDAD</i>	SER	Syndicat des Energies Renouvelables

Fait et délibéré à Angers, le 15 mars 2022

Le Président du Conseil d'administration


Arnaud LEROY

Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie

CONSEIL D'ADMINISTRATION du 15 mars 2022

-=====

Composition de la Commission Nationale des Aides CLIMAT AIR ENERGIE (Version actualisée au 15 mars 2022)

Noms	Organisme	Nom développé de l'organisme
Serge NOCODIE Laurène DAGALLIER	AMORCE	Association nationale des collectivités territoriales et des professionnels pour la gestion de l'énergie, des déchets, de l'eau et de l'assainissement, en faveur de la transition écologique et de la protection du climat
Eric FOURNIER Charles FOURNIER	ARF	Association des Régions de France
Daniel CAPPE Bruno MILLET	ATEE	Association Technique Energie Environnement
Annabelle FERRY Jean-Christophe VILLEMAUD	CEREMA	Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement
Jean-Guy BARTAIRE Jérôme BOUTANG	CITEPA	Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique
Judith RAOUL DUVAL	CLCV	Association Consommation Logement Cadre de Vie (association nationale de défense des consommateurs et usagers)
Oben AAYILIDZ Marion LETTRY	CLER	CLER, Réseau pour la Transition Energétique
Charles-Antoine GAUTIER Guillaume PERRIN	FNCCR	Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies
Diane LESCOT Frédéric TUILLE	Observ'ER	Observatoire des Energies Renouvelables

Jean-Louis BAL Valérie WEBER HADDAD	SER	Syndicat des Energies Renouvelables
Nicolas CAILLEAU Pierre FRICK	USH	Union Sociale pour l'Habitat

Délibération n° 22-2-7

POINT N° 8 DE L'ORDRE DU JOUR

AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAITRISE DE L'ENERGIE
CONSEIL D'ADMINISTRATION
SEANCE DU 15 MARS 2022

CHANGEMENT DE MEMBRE

COMPOSITION DE
LA COMMISSION NATIONALE DES AIDES
ECONOMIE CIRCULAIRE

Le Conseil d'administration de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie,

Vu les articles L. 131-3 à L. 131-7 et R. 131-1 à R. 131-26 du code de l'environnement, relatifs à l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie,

Vu la délibération n° 20-3-3 du 4 juin 2020 relative au fonctionnement des Commissions Nationales des Aides et renouvellement des membres,

Vu le document intitulé « Changement de membre de la composition de la Commission Nationale des Aides Economie Circulaire », dont l'examen était prévu au point n° 8 de l'ordre du jour,

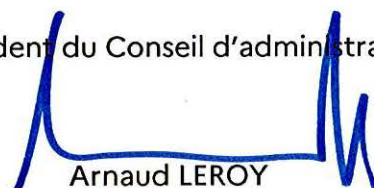
Après en avoir délibéré :

Approuve la modification des représentants de la personnalité qualifiée suivante pour la commission nationale des aides « ECONOMIE CIRCULAIRE » (titulaires en caractères gras, suppléants en caractères maigres) :

Noms	Organisme	Nom développé de l'organisme
Jan LE MOUX Vincent PEGEOT	MEDEF	Mouvement des Entreprises de France MEDEF

Fait et délibéré à Angers, le 15 mars 2022

Le Président du Conseil d'administration


Arnaud LEROY

Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie

CONSEIL D'ADMINISTRATION

du 15 mars 2022

Composition de la Commission Nationale des Aides ECONOMIE CIRCULAIRE (Version actualisée au 15 mars 2022)

Noms	Organisme	Nom développé de l'organisme
Jean REVEREAULT Kristel JUVEN	AdCF	Assemblée des Communautés de France
Patrice De FOUCAUD Olivier CASTAGNO	AMORCE	Association nationale des Collectivités territoriales et des professionnels pour la gestion de l'énergie, des déchets, de l'eau et de l'assainissement en faveur de la transition écologique et de la protection du climat
Frédérique COLAS Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT	ARF	Association des Régions de France
Nora MEGDER Anne LE GUENNEC	CME	Confédération des Métiers de l'Environnement
Aurore MEDIEU Fanélie Carrey-Conte	CNCRESS	Conseil national des chambres régionales de l'économie sociale et solidaire
Hervé GRIMAULT Xavier LANTOINETTE	ECOSYSTEM	ECOSYSTEM
Philippe JOGUET Isabelle SENAND	FCD	Fédération du Commerce et de la Distribution

Jean-Luc JUGANT Pénélope VINCENT-SWEET	FNE	Fédération FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT
Gilles DENNLER Arnaud LITTNER	IPC	Centre Technique Industriel de la Plasturgie et des Composites
Jan LE MOUX Vincent PEGEOT	MEDEF	Mouvement des Entreprises de France MEDEF
Christian BRODHAG Samuel MEYER	Pôle Eco- conception	Pôle Eco-conception
Juliette FRANQUET Alice ELFASSI	Zero Waste France	Zero Waste France

Délibération n° 22-2-8

POINT N° 9 DE L'ORDRE DU JOUR

AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAITRISE DE L'ENERGIE
CONSEIL D'ADMINISTRATION
SEANCE DU 15 MARS 2022

**Réseaux Sud-Ouest Energies Service –
Montauban : Extension du réseau de chaleur de Montauban de 8km**
Dossier N°19OCC0381

Le Conseil d'administration de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie,

Vu les articles L. 131-3 à L. 131-7 et R. 131-1 à R. 131-26 du Code de l'environnement relatifs à l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie,

Vu l'avis de la Commission Nationale des Aides « Climat-Air-Energie » de l'ADEME du 17 décembre 2021,

Vu le document intitulé « Réseaux Sud-Ouest Energies Services – Montauban : Extension du réseau de chaleur de Montauban de 8 km », dont l'examen figurait au point n° 9 de l'ordre du jour,

Après en avoir délibéré :

- Approuve l'octroi d'un concours financier de l'ADEME conformément au document examiné, d'un montant maximal de **5 867 143 €**,
- Autorise en conséquence le Président du Conseil d'administration de l'ADEME à signer avec le bénéficiaire la convention correspondante.

Fait et délibéré à Angers, le 15 mars 2022

Le Président du Conseil d'administration



Arnaud LEROY

Délibération n° 22-2-9

POINT N° 9 DE L'ORDRE DU JOUR

-=-=-=-=-

AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAITRISE DE L'ENERGIE
CONSEIL D'ADMINISTRATION
SEANCE DU 15 MARS 2022

-=-=-=-=-

**Métropole Aix Marseille Provence – Convention de mandat
confiant le paiement des dépenses de l'ADEME à la Métropole
d'Aix Marseille Provence**

Dossier N°21PAD0579

Le Conseil d'administration de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie,

Vu les articles L. 131-3 à L. 131-7 et R. 131-1 à R. 131-26 du Code de l'environnement relatifs à l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie,

Vu l'avis de la Commission Nationale des Aides « Climat-Air-Energie » de l'ADEME du 1^{er} mars 2022

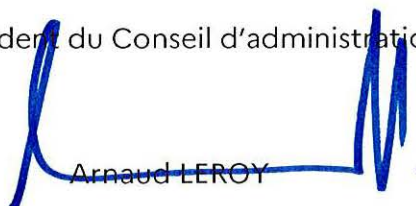
Vu le document intitulé « Métropole Aix Marseille Provence – Convention de mandat confiant le paiement des dépenses ADEME à la métropole d'Aix Marseille Provence », dont l'examen figurait au point n° 9 de l'ordre du jour,

Après en avoir délibéré :

- Approuve l'octroi d'un concours financier de l'ADEME conformément au document examiné, d'un montant maximal de **5 466 924 €**,
- Autorise en conséquence le Président du Conseil d'administration de l'ADEME à signer avec le bénéficiaire la convention correspondante.

Fait et délibéré à Angers, le 15 mars 2022

Le Président du Conseil d'administration


Arnaud LEROY

Délibération n° 22-2-10

POINT N° 9 DE L'ORDRE DU JOUR

AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAITRISE DE L'ENERGIE

CONSEIL D'ADMINISTRATION

SEANCE DU 15 MARS 2022

CALORIE KEHL – Strasbourg – Création d'un réseau de chaleur entre Kehl (De) et Strasbourg (Fr) pour la récupération de chaleur de l'aciérie BSW à Kehl (De)

Dossier N°21GED0370

Le Conseil d'administration de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie,

Vu les articles L. 131-3 à L. 131-7 et R. 131-1 à R. 131-26 du Code de l'environnement relatifs à l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie,

Vu l'avis de la Commission Nationale des Aides « Climat-Air-Energie » de l'ADEME du 1^{er} mars 2022,

Vu le document intitulé « CALORIE KEHL – Strasbourg – Création d'un réseau de chaleur entre Kehl (De) et Strasbourg (Fr) pour la récupération de chaleur de l'aciérie BSW à Kehl (De) », dont l'examen figurait au point n° 9 de l'ordre du jour,

Après en avoir délibéré :

- Approuve l'octroi d'un concours financier de l'ADEME conformément au document examiné, d'un montant maximal de **8 915 118 €**,
- Autorise en conséquence le Président du Conseil d'administration de l'ADEME à signer avec le bénéficiaire la convention correspondante.

Fait et délibéré à Angers, le 15 mars 2022

Le Président du Conseil d'administration



Arnaud LEROY

Délibération n° 22-2-11

POINT N° 9 DE L'ORDRE DU JOUR

-=-=-=-=-

AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAITRISE DE L'ENERGIE
CONSEIL D'ADMINISTRATION
SEANCE DU 15 MARS 2022

-=-=-=-=-

**EUROMETROPOLE DE STRASBOURG (EMS) -
Déployer le tri à la source des biodéchets ménagers et assimilés**
Dossier N°20GEC0178

Le Conseil d'administration de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie,

Vu les articles L. 131-3 à L. 131-7 et R. 131-1 à R. 131-26 du Code de l'environnement relatifs à l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie,

Vu l'avis de la Commission Nationale des Aides « Economie Circulaire » de l'ADEME du 3 mars 2022,

Vu le document intitulé « EUROMETROPOLE DE STRASBOURG (EMS) - Déployer le tri à la source des biodéchets ménagers et assimilés – (Strasbourg – 67) », dont l'examen figurait au point n° 9 de l'ordre du jour,

Après en avoir délibéré :

- Approuve l'octroi d'un concours financier de l'ADEME conformément au document examiné, d'un montant maximal de **5 370 970 €**,
- Autorise en conséquence le Président du Conseil d'administration de l'ADEME à signer avec le bénéficiaire la convention correspondante.

Fait et délibéré à Angers, le 15 mars 2022

Le Président du Conseil d'administration



Arnaud LEROY

Délibération n° 22-2-12

POINT N° 9 DE L'ORDRE DU JOUR

-=-=-=-=-

AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAITRISE DE L'ENERGIE
CONSEIL D'ADMINISTRATION
SEANCE DU 15 MARS 2022

-=-=-=-=-

**BCIAT : Installation biomasse de 7,5 MW pour une production
thermique de 58 000 MWh/an (Etablissements GAIFFE à Champ
le Duc (88))**

Le Conseil d'administration de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie,

Vu les articles L. 131-3 à L. 131-7 et R. 131-1 à R. 131-26 du Code de l'environnement relatifs à l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie,

Vu l'avis de la Commission Nationale des Aides « Economie Circulaire » de l'ADEME du 3 mars 2022,


Vu le document intitulé « BCIAT : Installation biomasse de 7,5 MW pour une production thermique de 58 000 MWh/an (Etablissements GAIFFE à Champ le Duc (88)) », dont l'examen figurait au point n° 9 de l'ordre du jour,

Après en avoir délibéré :

- Approuve l'octroi d'un concours financier de l'ADEME conformément au document examiné, d'un montant maximal de **6 450 000 €**,
- Autorise en conséquence le Président du Conseil d'administration de l'ADEME à signer avec le bénéficiaire la convention correspondante.

Fait et délibéré à Angers, le 15 mars 2022

Le Président du Conseil d'administration



Arnaud LEROY